



## Un goût de déjà vu ...

Le lundi 25 novembre à 12h, l'intersyndicale composée de vos trois organisations syndicales représentatives, le SNPPS, le SNIPAT et le SNAPATSI, a été reçue au ministère de l'Intérieur par le secrétaire d'Etat, Laurent NUÑEZ.

Vos représentants suivants étaient présents :

- Benjamin GAYRARD, secrétaire général du SNPPS;
- Michel BRUNET, secrétaire général adjoint du SNPPS;
- Nathalie MAKARSKI, secrétaire générale du SNAPATSI;
- Claire COUYOUMDJIAN, secrétaire nationale chargée des personnels scientifiques du SNAPATSI;
- Georges KNECHT, secrétaire général du SNIPAT;
- Xavier DEPECKER, secrétaire nationale chargée des personnels scientifiques du SNIPAT;
- Guillaume GROULT, secrétaire national adjoint chargé des personnels scientifiques du SNIPAT;

Les autorités présentes de l'administration étaient :

- M. Laurent NUNEZ, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur;
  - M. Fabrice GARDON, conseiller police auprès du ministre de l'Intérieur;
  - M. Etienne STOSKOPF, directeur du cabinet du secrétaire d'Etat ;
  - Mme Maxime AHRWEILLER, conseillère budget administration territoriale et de l'État
- était prévu mais absent: M. Simon FETET, directeur adjoint du cabinet auprès du ministre de l'Intérieur

Au cours de cet entretien, il a été abordé 3 thématiques :

- 1 - la retraite
- 2 - la sécurité
- 3 - le statut

Après avoir rappelé nos revendications accompagnées de nos arguments, il nous a été apportées les réponses suivantes :

- 1 - la retraite : M. Nuñez s'engage à solliciter une audience dans le cadre de l'intersyndicale avec M. Delevoye ou Mme Debret (qui a déjà reçu les OS d'actifs), pour faire valoir notre demande d'intégrer les notions de pénibilité et de dangerosité dans le volet retraite pour la filière de la police scientifique;

2 - la sécurité : il s'engage à la création d'un groupe de travail qui aura vocation à repenser la sécurité au quotidien des personnels scientifiques, aussi bien lors des interventions extérieures qu'au service.

3 - le statut : il précise que la réflexion est en cours (intégration des C et B, repyramidage), n'annonce aucune avancée particulière si ce n'est de prendre attache avec la DGPN pour faire un point de situation sur les travaux en cours et pour la sensibiliser de nouveau.

Au final, aucun engagement n'a été pris, aucune date n'a été proposée pour la finalisation d'une réforme. Il s'agit encore d'un rendez-vous manqué où les seules réponses qui nous ont été apportées sont la création d'un groupe de travail sur le volet sécuritaire et la probable obtention d'un rendez-vous rapide pour faire valoir nos contraintes en matière de pénibilité et de dangerosité dans le cadre de la réforme des retraites.

Pour ce qui est du volet statutaire, le secrétaire d'État se cache derrière la feuille de route de la DRCPN et le fait que la consultation est en cours. Il se satisfait des avancées proposées... Nous avons le sentiment qu'il faudrait en l'état se contenter de ce que la DRCPN a évoqué : l'intégration des ASPTS dans le corps des techniciens et un léger repyramidage des autres corps et grades, une avancée très insatisfaisante et sur laquelle nous n'avons pas reçu les chiffres présentés malgré nos demandes répétées.

Très clairement, nous n'avons pas perçu la volonté de faire grandir notre filière, de la rendre plus attractive et de prendre enfin en compte nos revendications légitimes.

Une fois de plus, nous avons le sentiment d'être "baladés" par une autorité qui reconnaît la légitimité de nos revendications mais qui ne prend aucun engagement ni aucune décision.

La coupe est pleine ! Des actions ciblées vous seront proposées dans les prochaines semaines. Seul le dévouement des agents fait tenir au quotidien les services, nous allons montrer à l'administration que sans ce dévouement, les services de PTS ne peuvent pas fonctionner.

Les personnels actifs ont parfois obtenu des améliorations substantielles par un seul rendez-vous auprès de leur ministre. Nous sommes nous, personnels scientifiques en négociation depuis un an sans que rien de tangible ne nous ait été proposé. Cette situation est révélatrice du faible intérêt que l'autorité porte à la PTS (malgré sa médiatisation ...) et au personnel qui la fait vivre.

Symboliquement, en fin de séance, deux représentants du personnel ont remis au secrétaire d'Etat leur gilet pare-balles, estimant ne plus en avoir nécessité puisque manifestement nous sommes toujours considérés comme des personnels sédentaires, donc a priori affectés à des missions non dangereuses.

**Benjamin GAYRARD**  
**Secrétaire Général**  
**-SNPPS-**

**Xavier DEPECKER**  
**Secrétaire National PTS**  
**-SNIPAT-**

**Nathalie MAKARSKI**  
**Secrétaire Générale**  
**-SNAPATSI-**